

***Appel à la justice pour le climat :***  
**Déclaration à l'adresse du Canada**  
**et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques –**  
**Bali, Indonésie, le 5 décembre 2007**  
**KAIROS - Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice**  
[www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org)



Les dirigeants du monde, des scientifiques et des représentants – hommes et femmes – de la société civile se réunissent à Bali, en Indonésie, pour la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. KAIROS – Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice en appelle au gouvernement du Canada pour qu'il fasse preuve d'un leadership fort et progressiste en se faisant le promoteur d'un accord juste sur les changements climatiques.

Pour KAIROS, la crise de l'énergie fossile et les changements climatiques sont des enjeux cruciaux de justice qu'on doit résoudre de façon urgente pour aider à combler le scandaleux fossé qui existe entre les pauvres et les riches du monde, réduire les conflits et prévenir d'irréparables dommages aux écosystèmes de la Terre.

Bien que les approches théologiques varient d'une Église à l'autre face aux changements climatiques, les notions fondamentales de l'intégrité de la création et du souci de Dieu pour la création sont essentielles pour comprendre toutes les confessions de foi chrétiennes. Le lien infrangible unissant la justice sociale et l'intégrité écologique pousse les Églises chrétiennes à vouloir relever le défi des changements climatiques et à réclamer que le gouvernement du Canada joue un rôle de leader à Bali, car à Bali on va définir le cadre de négociation de la seconde phase du Protocole de Kyoto pour après 2012.

La position adoptée par le gouvernement canadien face aux changements climatiques et ses actions dans ce domaine soulèvent de grandes craintes quant au rôle qu'il jouera à Bali. Le Protocole de Kyoto, dont le Canada est un signataire, affirme qu'il revient aux pays ayant historiquement produit le plus d'émissions de gaz à effet de serre (GES) de prendre les actions initiales visant à réduire les GES, aussi bien en termes absolus que per capita.

Mais il est également important de comprendre que le Protocole de Kyoto est non seulement un accord sur l'environnement, mais aussi une entente de nature économique. Le Protocole reconnaît que la crise du climat reflète aussi l'écart entre les riches et les pauvres. Les clauses de Kyoto permettant aux pays à faible taux d'émissions de GES de vendre des crédits aux pays qui ne rencontrent pas leur cible de réduction, et prévoyant aussi des transferts de richesse et de technologie vers le Sud visent à éliminer la pauvreté dans le monde et à fournir aux pays du Sud une voie vers le développement autre que les stratégies reposant sur l'utilisation intensive de l'énergie fossile qu'a choisies le Nord depuis un siècle. Ces clauses tiennent également compte de la consommation d'énergie historiquement inégale des pays riches et des pays pauvres.

Le rejet du Protocole de Kyoto par le premier ministre Harper est donc aussi le rejet d'un important outil pour aider à combler le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres. L'accord sur les changements climatiques pour après 2012 doit continuer d'affirmer le principe

d'une « responsabilité commune mais différenciée » véhiculé par le Protocole de Kyoto. Ironiquement, alors même que le premier ministre Harper insiste pour assigner au Sud aussi bien qu'au Nord des cibles élevées similaires, l'échec du gouvernement canadien à mettre en œuvre le Protocole de Kyoto (conçu pour aider les pays en développement durant la phase de transition vers l'après-2012) rendra encore plus difficile à ces pays de participer à un nouvel accord mondial sur les changements climatiques.

La démarche de Bali doit élaborer les principaux éléments d'un accord prospectif entre les nations participantes, mettre en place une démarche efficace et déterminer une date butoir précise en 2009 qui donne aux pays le temps requis pour endosser l'entente et s'insérer pour 2013 dans le cadre légal retenu.

Membre actif du Climate Action Network (CANet), KAIROS se joint à d'autres organisations de la société civile pour réclamer du gouvernement canadien :

- Qu'il rassure la communauté internationale et s'engage à respecter ses obligations légales en vertu de la Convention sur le climat et du Protocole de Kyoto, acceptant par le fait même les pénalités prévues par le Protocole dans les cas de non-respect des cibles de réduction des émissions.
- Qu'il appuie l'objectif de garder le réchauffement global à moins de 2 °C au-dessus du niveau préindustriel afin d'éviter les impacts les plus catastrophiques et irréversibles des changements climatiques, suivant le consensus des scientifiques et la position de l'Union européenne.
- Qu'il appuie de plus grandes réductions de GES par les pays industrialisés au cours de la période après 2012 dans le cadre du Protocole de Kyoto et suivant l'objectif de garder le réchauffement à moins de 2 °C et les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), pour lequel les pays industrialisés doivent réduire pour 2020 leurs émissions d'au moins 25 % sous le niveau de 1990.
- Qu'il appuie une démarche consistant à négocier des engagements différenciés de la part des pays en développement, comme par exemple des cibles sectorielles ou d'autres politiques et mesures du genre.
- Qu'il contribue au développement d'une stratégie d'adaptation efficace aux impacts déjà inéluctables des changements climatiques, en particulier dans les pays les moins développés et les pays les plus vulnérables.

À la lumière de la position que le gouvernement canadien a prise à la récente réunion du Commonwealth en Ouganda, KAIROS s'inquiète qu'il en fasse autant à Bali. Notre gouvernement a refusé de reconnaître la responsabilité historique des pays industrialisés et leur dette écologique envers le reste du monde.

Le cadre de Kyoto définit clairement les obligations et le leadership moral qu'il revient au monde développé d'assumer en phase initiale. Nous demandons au Canada d'honorer ses engagements à titre de signataire du Protocole de Kyoto. Considérant les facteurs historiques en jeu dans la présente crise des changements climatiques, nous réclavons du gouvernement qu'il contribue à une juste et équitable négociation lors de la 13<sup>e</sup> session de la Conférence des parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Bali, alors qu'elle s'efforcera de développer un accord mondial pour après 2012 qui élargisse et renforce le Protocole de Kyoto.

[www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org)